

Politique

L'avenir du président du PLR est menacé

Bertrand Reich remettra son poste en jeu en mai. Vu les tensions, une équipe rivale devrait se lancer.

Marc Bretton et Laurence Bézaguet

Le sabotage d'une candidature PLR au deuxième tour de l'élection partielle au Conseil d'État permet désormais au parti de se consacrer aux problèmes internes. La direction en fait-elle partie? C'est en tout cas un bouc émissaire tout trouvé. De quoi déboulonner immédiatement le président du parti, Bertrand Reich? Non, et d'ailleurs ce ne sera pas nécessaire, son mandat, d'une durée de deux ans, venant à échéance. Vu les élections, la date de l'assemblée pour octroyer ou non un nouveau mandat a été repoussée. Elle est agendée en mai. Le président se représentera-t-il? Avant le deuxième tour, c'était oui. Dimanche encore, après le résultat, il excluait toute démission. Et maintenant? «Il est trop tôt pour le dire», réagit Bertrand Reich.

«Ne prenons pas de décision hâtive sous le coup de l'émotion, estime une figure PLR sous le couvert de l'anonymat. Celle-ci nous



Bertrand Reich pourrait faire les frais du naufrage du PLR.

a déjà joué bien assez de mauvais tours. Quand on s'est séparé de Pierre Maudet, on savait qu'il y aurait un prix à payer. On y est. Nous devons affronter cette période délicate sans gesticuler dans tous les sens.» Le président Bertrand Reich parle «d'échec clair, mais d'échec collectif». Qu'en pense notre contact? «On sent du désarroi partout, pas besoin de se diviser encore plus. Je ne crois pas aux grands sauveurs.

Nous devons resserrer les rangs et retrouver la sérénité grâce à une dynamique collective réfléchie. Faire du travail de fond, porter des projets et cesser de ne parler que des gens. Alors nous pourrions envisager de remonter la pente.»

Une chose est sûre, ça grenouille au sein d'un PLR liquéfié depuis le verdict de dimanche. «Je pense qu'il faut renouveler le parti et lui donner un nouveau

souffle. Je suis en train de m'y employer», déclarait récemment Gilles Rufenacht, ancien candidat à la partielle, membre du comité directeur et patron des cliniques privées, dans la «Tribune de Genève». Ambigu, non? Mais merci, Gilles Rufenacht, qui est néanmoins en train de consulter tous azimuts à l'interne, clarifie: «Je n'ai pas l'intention de me présenter contre M. Reich ni de le remplacer s'il s'en va. Je souhaite en revanche participer à la construction d'un nouvel état d'esprit plus bienveillant.» Vis-à-vis de Pierre Maudet aussi? «M. Maudet est là, il faut l'assumer et dialoguer avec lui.»

Équipe de remplacement?

L'ancien champion déchu reste même bien là, note un autre PLR anonyme: «Il est le seul candidat à avoir vraiment joué la carte Covid et ça a payé. En l'attaquant constamment, le Conseil d'État, déjà pas brillant, a réussi à le victimiser et à l'aider à rebondir. Il faut avoir la rage de gagner pour viser le Conseil d'État et le moins que l'on puisse dire, c'est que Pierre Maudet continue à l'avoir. Il n'est jamais aussi fort que quand il est dans les cordes. Sans doute parce que la politique, c'est son monde, son seul emploi!»

Le nom du député Murat Julian Alder est aussi avancé pour remettre de l'ordre dans la maison. Mais celui-ci tempère: «Vu la situa-

tion, il y a évidemment des discussions sur l'avenir du parti en général. À ma connaissance, aucune équipe rivale de celle de Bertrand Reich ne s'est encore constituée. Ce serait d'ailleurs inélégant de lancer un processus sans même connaître ses intentions.»

À quoi bon changer?

Rappelons qu'en 2019, Bertrand Reich succédait à Alexandre de Senarclens sur les décomptes de la lutte interne entre partisans et adversaires de Pierre Maudet. La tâche de la nouvelle présidence, écrivait alors le journal du parti, était de le guider vers de nouvelles victoires. Mais l'affaire Maudet et ses suites ont continué à conditionner la vie du PLR, qui n'a pu résoudre la situation qu'en poussant dehors son ancien premier de cordée. Si l'affaire était réglée au niveau du parti, il en allait cependant autrement parmi les électeurs...

Que pensent les milieux économiques de la saga PLR? Faut-il limoger l'équipe dirigeante, qui n'a rien vu venir et s'est ainsi retrouvée sans plan B? «No comment», tranche Vincent Subilia, directeur général de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève. «On fait un faux procès au PLR, estime de son côté Blaise Matthey, directeur général de la Fédération des entreprises romandes Genève. Le parti était à fond derrière Cyril Aellen, il ne

pouvait objectivement pas songer à un second couteau dans ces conditions.»

Du côté des milieux patronaux, on se demande surtout à présent quel candidat soutenir alors que les deux favoris à l'élection au Conseil d'État restent Fabienne Fischer et Pierre Maudet. «Je n'imagine pas un soutien à la Verte, déclare Blaise Matthey. Pour ce qui est de Pierre Maudet, certains le réclament déjà. Nous allons sonder nos membres pour définir une ligne qui garde la co-

«Démissionner? Il est trop tôt pour le dire.»

Bertrand Reich
Président du PLR

hésion de la fédération.» Vincent Subilia tient un discours plus ou moins similaire: «Nos instances de gouvernance - conseil économique et comité - vont se prononcer démocratiquement pour émettre une éventuelle recommandation de vote.» Si le fer de lance de la Chambre refuse de donner son avis personnel, il ne nie pas qu'un vote utile pourrait se dessiner pour faire barrage à la gauche. Un vote utile? «Le soutien au candidat qui incarne les valeurs économiques que nous défendons.»